



autorité de régulation
des communications électroniques,
des postes et de la distribution de la presse

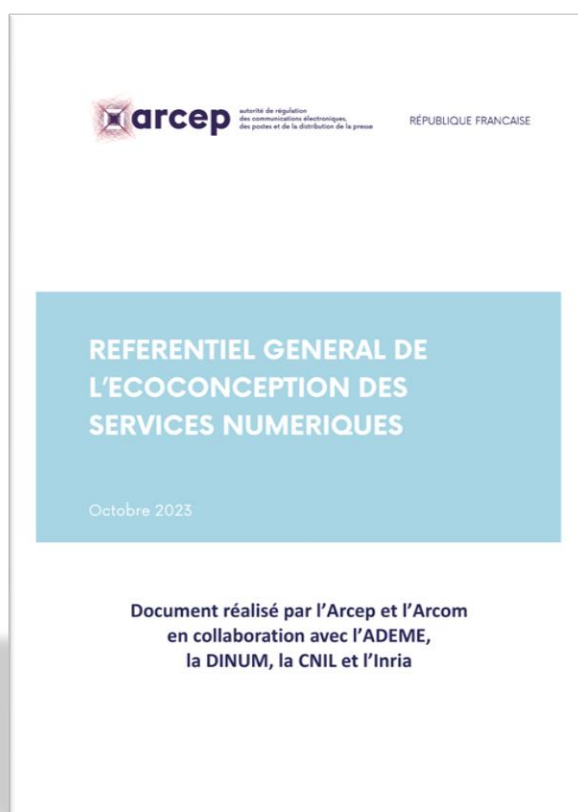
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSULTATION PUBLIQUE

Du 9 octobre 2023 au 17 novembre 2023

Réponses individuelles reçues à la consultation Arcep « Référentiel général de l'écoconception des services numériques »

20 novembre 2023



ISSN n°2258-3106

Introduction

Ce document compile les 17 réponses individuelles reçues suite à la consultation publique Arcep « Référentiel général de l'écoconception des services numériques », ouverte du 9 octobre 2023 au 17 novembre 2023.

Les données personnelles présentes dans ces réponses ont été anonymisées. Les modifications effectuées sont signées par « XXXX », ou par des commentaires entre crochets [...].

Table des matières

1	Mediatech SAS – 10 octobre 2023	3
2	Accedo.tv – 11 octobre 2023	3
3	Ability – 11 octobre 2023	4
4	Associations SOS MCS, Priartem et family Ondes – 15 octobre 2023.....	5
5	Marmelab – 18 octobre 2023.....	5
6	DSI La Banque Postale – 19 octobre 2023.....	8
7	RTE France – 20 octobre 2023.....	9
8	Institut Mines-Télécom – 23 octobre 2023	10
9	ecofinder – 27 octobre 2023	10
10	Aeonics – 28 octobre 2023.....	11
11	Marmelab – 2 novembre 2023.....	12
12	Oresys – 8 novembre 2023.....	13
13	B.K. – 9 novembre 2023	14
14	Association Cocktail & AMUE (Projet PC-SCOL/Pegase) – 10 novembre 2023	16
15	Onepoint – 14 novembre 2023	16
16	Les Toits Partagés – 16 novembre 2023.....	17
17	acti – 17 novembre 2023.....	17

1 Mediatech SAS – 10 octobre 2023

Fonction : Président

Je souhaite insister sur l'impact environnemental des vidéos en ligne, aggravé par l'usage inapproprié et généralisé des réseaux sociaux en lieu et place de solutions d'hébergement vidéo. Les différences et les conséquences sont expliquées ici : <https://www.streamlike.fr/hebergement-video/>

Le RGEN n'insiste pas assez sur les modes d'hébergement et de diffusion des vidéos, ce qui conduit des sites à se considérer éco-conçus en occultant tout l'impact des vidéos qu'elles déplacent sur des réseaux sociaux.

Des stratégies simples de sobriété numérique existent (limitation des débits, coupure du flux vidéo s'il n'est pas visible, pas de pré-chargement des lecteurs et des vidéos, pas de suggestion de contenus "que vous pourriez aimer"...) mais les réseaux sociaux n'y ont pas d'intérêt.

Lorsque la "bande passante" est vue comme une ressource immatérielle, gratuite et illimitée, on la consomme excessivement, alors qu'elle est directement liée à de la consommation électrique et des émissions de GES.

Si le RGEN doit guider les pratiques d'organisations soucieuses de leur empreinte environnementale, il doit clairement mettre en garde contre l'impact de l'hébergement abusif de vidéos sur des réseaux sociaux.

Cette problématique est largement argumentée ici :
<https://www.streamlike.fr/blog/category/streaming-responsible/>

2 Accedo.tv – 11 octobre 2023

Fonction : Directeur Sustainability

Bonjour,

Je travaille actuellement pour la société Accedo.tv. Nous fournissons des applications de video streaming pour des plateformes de diffusions et opérateurs telecoms.

Nous travaillons sur ameliorer l'impact environmental et social des produits de nos clients, ainsi que notre propre impact via notre programme ESG.

Bien que nous n'ayons pas de presence officielle en France, nous avons une riche experience de part notre presence globale et de contacts avec des partenaires internationaux travaillant sur la Sustainability.

Je vous ai mis en piece jointe un rapport d'un travail de recherche que nous avons produit il y a quelques mois sur comment reduire la consommation d'energie des peripheriques de streaming (TVs, consoles de jeux, etc) en faisant des modifications sur les applications de streaming.

Nous serions tres honorés de pouvoir participer a la consultation publique. Nous avons plusieurs de nos employés d'origine Française (moi inclus).

Bien cordialement,

3 Ability – 11 octobre 2023

Fonction : Gérant, Directeur UX & Stratégie

Bonjour,

Je suis le co-fondateur de l'agence åbility, spécialisé dans l'UX/UI Direction artistique numérique.

J'ai participé au sein de l'INR au référentiel numérique responsable GR491 (<https://gr491.isit-europe.org/>) et souhaiterait continuer à m'engager dans la réflexion et l'évolution de notre métiers et ses pratiques. Nous connaissons le RGEN que nous tâchons d'appliquer sur nos sujets le plus possible, parfois avec la confrontation de la réalité du terrain qu'il serait intéressant de partager et prendre en compte dans cette réflexion.

Je pourrais apporter à la réflexion ma connaissance du sujet avec un prisme à plusieurs facettes :

- Praticien UX design — confrontation à la réalité du terrain, du métier, des clients, des designers, des développeurs...
- Business et chef d'entreprise — Intégration des bonnes pratiques, changement de méthodologie/paradigme, prise en compte de l'éco-conception dans les critères économiques d'un projet, développement économiques sur des bases responsables...

Deux aspects qui ne sont pas antinomiques mais qui méritent je pense d'être pris en compte : enjeux différents, différentes façon d'aborder la choses...

Notre portfolio est composé à 70% de clients publics avec des sites à visibilité nationale et internationale :

- Présidence de la République Française
- JO de Paris 2024
- +10 institutions culturelles & musées (Institut du monde Arabe, Orsay, Cité des Sciences...)

Résumé de mon profil :

- Entrepreneur, chef d'entreprise PME
- Spécialisé dans le design
- Marché : AO publics, forte visibilité, de nombreux utilisateurs
- Perso : Impliqué dans des démarches de réflexions collaboratives, de transmission, de sensibilisation (Intervenant en école de design, Animateur Atelier 2 tonnes dans le milieu associatif).

Ça serait avec plaisir que de consacrer un peu de mon temps à la contribution de cette consultation.

Bien à vous.

4 Associations SOS MCS, Priartem et family Ondes – 15 octobre 2023

Fonction : référente pays de Loire et Bretagne pour la première. adhérente pour les deux suivantes

bonjour, j'aimerais que vous preniez en compte en urgence la problématique des malades environnementaux qui ont perdu tous leurs droits fondamentaux y compris ceux de voir assouvis leurs besoins fondamentaux voir même vitaux.

Je rappelle ces derniers : respirer un air sain, boire une eau pure, manger une alimentation saine, même cela devient compris vu les effets du développement du numérique sur l'environnement. Les végétaux souffrent, les animaux souffrent eux, n'embêtent personne, ils ne peuvent pas se plaindre. Les humains si ! et ils en ont marre de le faire sans être entendus. Ils n'acceptent plus d'être torturés dans leurs propres maisons quand ils peuvent encore y survivre. Autant de moyens déployés pour quoi ?????

Rendez nous nos santés, nos vies, la possibilité de la gagner, d'avoir accès aux soins, à la cité.. Tout ça n'est plus possible pour les plus gravement atteints dont je fais partie. Alors s'il vous plaît, arrêtez de faire l'autruche et de coller une étiquette de malades mentaux ou d'emmerdeurs à ceux qui comme moi subissent en toute impunité toute cette maltraitance physique et morale. Revenez sur terre et regardez là... écouter là... Regardez nous, écoutez nous et restaurez des zones biocompatibles, sans rien... vous serez bien surpris du nombre de volontaires à vouloir y vivre ! Ah, et puis regardez vous aussi... dans la glace.. surtout ceux qui savent déjà ce que certains endurent et qui continue à faire comme s'ils n'existaient pas.. Puis regardez vos enfants, aussi, dans les yeux quel avenir, quel monde allez vous leur offrir !

5 Marmelab – 18 octobre 2023

Fonction : Président

1. Que pensez-vous des différentes cibles de la RGEN ?

Elles me semblent pertinentes.

2. Quels retours souhaiteriez-vous formuler concernant la rédaction d'une déclaration d'écoconception et le calcul du score d'avancement ? Que pensez-vous du tableur d'auto-évaluation optionnel proposé ?

L'approche déclarative alimente le greenwashing. Les gands acteurs du numérique n'ont pas attendu la RGEN pour déclarer qu'ils étaient sobres... sans apporter de preuve ni de piste d'audit fiable. Si l'approche déclarative peut fonctionner à court terme (cf les certificats sur l'honneur de sortie pendant le COVID), elle est tellement facile à contourner qu'elle en devient inutile. Le rôle d'un référentiel est au contraire de donner des critères objectifs et faciles à mesurer, y compris par un tiers.

3. Avez-vous des remarques concernant le niveau de priorisation et/ou de difficulté des différentes pratiques ? Que proposeriez-vous et pourquoi ?

Sur la priorisation, d'accord avec la démarche.

Sur la difficulté, entre une ACV (1.9, fort) et un hébergement élastique (3.2, fort), la difficulté semble bien différente. Proposer une gradation plus fine.

4. Quelle est votre analyse du traitement des enjeux relatifs à l'économie de l'attention par le référentiel ?

Pas de commentaire particulier.

5. Avez-vous des commentaires sur le sujet de l'écoconception des services numériques émergents à considérer pour le référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

Pas de commentaire particulier.

6. Avez-vous d'autres remarques sur le contenu du référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

L'accent n'est pas assez mis, à mon sens, sur les faits scientifiques et leur source. De nombreux critères restent vagues, non sourcés et parfois contre-productifs. Si la DINUM se veut être prescriptrice en matière d'écoconception, elle doit prouver sa pertinence par de nombreuses références.

Par ailleurs, le calcul du score n'est pas automatisable - il nécessitera au minimum quelques jours pour être refait. Il est probable que la majorité des entreprises s'inscrivant dans la RGEN ne feront l'audit qu'une fois par an. En l'état, la RGEN n'a pas la granularité suffisante pour permettre à une équipe de mesurer et de réduire en continu son empreinte environnementale.

Enfin, de nombreux critères sont faciles à contourner - en fixant ses propres objectifs ou en considérant comme indispensable in traitement énergivore. Des services très peu respectueux de l'environnement pourront donc arborer fièrement un score RGEN hoonorable, décrédibilisant par là même cet indicateur.

Cela pousse à chercher d'autres outils plus factuels et plus granulaires, et diminue grandement l'utilité de la RGEN.

Sur les critères eux-mêmes, quelques remarques :

1.1 Le service numérique a-t-il été évalué favorablement en termes d'utilité en tenant compte de ses impacts environnementaux ?

La formulation vague de l'utilité, notamment par la prise en compte de notions comme la pertinence ou la création de valeur, peut s'appliquer à tout service. En l'état, ce critère est impossible à manquer... Et il n'est donc pas assez ciblé dans sa mise en oeuvre.

Par ailleurs, le critère mentionne "...en tenant compte de ses impacts environnementaux", mais cette option n'est pas explicitée dans la mise en oeuvre.

Et dans la formulation actuelle, le lien de causalité entre ce critère et les 4 objectifs du RGEN n'est pas établi.

1.9 Le service numérique a-t-il identifié des indicateurs pour mesurer ses impacts environnementaux ?

La description de la mise en oeuvre laisse à penser que ce critère devrait s'intituler "Le service numérique a-t-il effectué une ACV ?". Cette formulation serait moins facile à contourner que la formulation actuelle, qui permet à un service de définir ses propres indicateurs sans référentiel.

1.15 Le service numérique a-t-il recours à un niveau de chiffrage adapté à ses besoins ?

Pour être valable, ce critère devrait citer une étude scientifiquement valide listant les méthodes de chiffrage et leur impact. Par ailleurs, la proportion de l'impact du chiffrage par rapport aux autres composantes d'un système numérique me semble infime. Ce critère en l'état est inutile au regard des 4 objectifs de la RGEN

2.4 Le service numérique a-t-il pris en compte les impacts environnementaux des composants d'interface prêts à l'emploi utilisés ?

Pourquoi un critère spécifique pour les composants d'interface alors que le critère 3.1 pose déjà cette contrainte ?

3.1 Le service numérique repose-t-il sur une architecture, des ressources ou des composants conçus pour réduire leurs propres impacts environnementaux ?

Un service numérique repose sur des centaines, voire des milliers de composants logiciels et matériels. Il est impossible que tous ces composants respectent le RGESN. Dès lors, comment encourager la poursuite de ce critère s'il est inatteignable ? Par exemple en visant un pourcentage des dépendances (20%, 50%, 70%). On en ne considérant que les composants majeurs.

Par ailleurs, comme il n'existe à l'heure actuelle pas de référentiel international, et que les composants utilisés par les services numériques sont rarement tous français, ce critère pyramidal a peu de chance d'être atteint. Il semble plus aider la RGESN elle-même que ses objectifs.

Il faudrait lister un certain nombre de labels internationaux acceptés. Si ce n'est pas possible, supprimer ce critère.

3.4 Le service numérique utilise-t-il un protocole d'échange adapté aux contenus transférés ?

Dans la mise en oeuvre, le terme "en adéquation" est répété sans être jamais explicité. Quels sont les critères pour juger qu'un protocole est en adéquation avec le contenu ? En l'état, ce critère est flou et inapplicable.

4.11 Le service numérique limite-t-il les requêtes serveur lors de la saisie utilisateur ?

Ce critère vise à limiter l'autocomplete en raison de son coût en échanges client/serveur. Mais l'autocomplete permet d'accélérer l'exécution de tâches en ligne, et donc de réduire le temps d'écran. Il me semble que la limitation ou la suppression de l'autocomplete peut au contraire augmenter l'empreinte énergétique d'un service.

4.19 Le service numérique fournit-il à l'utilisateur un moyen de contrôle sur ses contenus et ses services afin de réduire les impacts environnementaux ?

Il est fait mention du mode sombre, dont de multiples études scientifiques montrent qu'il a un impact limité à nul sur la consommation énergétique des terminaux, qui n'est elle-même pas corrélée aux impacts environnementaux.

Dans la mise en oeuvre, il est conseillé de proposer un calculateur d'empreinte environnementale. Ne s'agit-il pas plutôt d'afficher une empreinte environnementale issue d'un calculateur ? Car sinon, en quoi un réseau social ou un site de e-commerce est-il pertinent pour proposer un calculateur (un outil) ? Par ailleurs, il serait bon de citer des calculateurs dont les bases scientifiques ont été éprouvées, car il existe de nombreux calculateurs dont les résultats ne sont pas corrélés à l'empreinte environnementale

6.1 Le service numérique s'astreint-il à un poids maximum par écran ?

Ce critère est très facile à contourner : il suffit de définir un poids énorme (ex: 10Mo). Si la RGESN se veut être un référentiel, elle doit fixer une limite objective.

Par ailleurs, la notion de page ou d'écran n'a plus de sens sur des applications modernes, où des parties d'écran seulement sont mises à jour à chaque interaction.

Même remarque pour la 6.2

8.2 Le service numérique utilise-t-il un hébergement ayant une démarche de réduction de son impact écologique ?

La démarche en question pouvant être rédigée par l'hébergeur lui-même en dehors de l'audit d'un tiers, ce critère n'est pas applicable objectivement. Un hébergeur peut publier une charte, sans avoir aucunement les moyens de la respecter. Il est fait mention du greenwashing, mais pas des moyens de s'en prémunir.

Il me semble indispensable de définir un référentiel permettant de sélectionner objectivement les hébergeurs ayant une telle démarche.

8.10 Le service numérique duplique-t-il les données uniquement lorsque cela est nécessaire ?

Tout service publiant dans sa déclaration d'écoconception que toutes ses données doivent être dupliquées pour des raisons métier peut valider ce critère. Il est donc non discriminant et inutile dans sa formulation actuelle ("lorsque cela est nécessaire").

6 DSI La Banque Postale – 19 octobre 2023

Fonction : Pilote engagements RSE et Num Resp

Bonjour,

L'Eco-conception doit être également pensée pour faciliter le suivi de métriques de pilotage, notamment en lien avec les exigences normatives de la CSRD (ESRS).

La mesure de l'impact et des diverses émissions évitées doivent piloter l'eco-conception

Enfin, pour moi l'éco-conception doit être fortement valorisée par le biais des gains financiers, de productivité qu'elle pourra apporter, c'est un argument majeurs pour convertir le plus grand nombre.

Bravo pour vos travaux!

Salutations

7 RTE France – 20 octobre 2023

Fonction : Directeur de la stratégie Open Source et Numérique Responsable

Bonjour,

Bravo pour cette démarche de consultation publique. Ma contribution est organisée selon cette logique :

- votre question Q et son contexte rappelée entre crochets
- ma réponse R se situe sous le bloc

Je traite volontairement deux questions parmi six. Pas d'apport sur les quatre autres.

Bien cordialement,

X. XXXXXX (Directeur Open Source et Numérique Responsable à RTE)

[Q1 : Le référentiel général de l'écoconception des services numériques poursuit plusieurs objectifs (en particulier : l'allongement de la durée de vie des terminaux, la limitation des stratégies de captation de l'attention, la minimisation de l'utilisation des ressources et la transparence environnementale des services numériques). Que pensez-vous de ces différentes cibles ?]

R1 : Le sujet de la documentation est absent du RGENS actuel. Pour faire durer les terminaux, il faut des logiciels durables. Des logiciels durables s'installent et fonctionnent sur des matériels (terminaux) vieillissants. Nous voulons faire durer ces matériels et donc les logiciels qui y fonctionnent. A défaut d'une documentation soignée au fil du temps (résiliante au turn over des spécificateurs, développeurs, ...), il faut refaire le logiciel régulièrement car sa rétro ingénierie coûte plus chère que de repartir d'une feuille blanche. Refaire nos logiciels tous les 3 ans, est-ce de l'éco-conception logicielle ? Si la réponse est non, alors il faut documenter nos logiciels et considérer la documentation comme un critère d'éco-conception des services numériques.

Il faudrait idéalement produire un indice de DURABILITÉ basé sur le seul critère documentaire pour répondre à la question suivante : quelle est la capacité d'un groupe de personnes (de l'utilisateur final en passant par le spécificateur fonctionnel et technique, en allant jusqu'au développeur) à faire perdurer un service numérique considéré sur un temps lui aussi considéré. Voilà ma préconisation théorique.

Plus concrètement illustré, prenons un industriel Français public : RTE. Regardons les services numériques coeur de métier et très coûteux à faire / refaire. Certains logiciels sont parfaitement documentés et leur dette technique fait l'objet d'un temps sacralisé dans les sprints agiles. La documentation est considérée comme de la dette technique. Ils sont de fait résistants au temps, ils sont éco-conçus. Les communautés Open Source industrielles sont des exemples notoires en la matière.

[Q2 : Le référentiel vise à accompagner les démarches volontaires d'écoconception en référençant un ensemble de critères et en prévoyant des outils de transparence et de suivi des efforts accomplis, c'est-à-dire la publication d'une déclaration d'écoconception et le calcul d'un score d'avancement. A cet égard, quels retours souhaiteriez-vous formuler concernant la rédaction d'une déclaration d'écoconception et le calcul du score d'avancement ? Que pensez-vous du tableau d'auto-évaluation optionnel proposé (disponible au format Office Open XML ou OpenDocument) ? *

*L'Autorité recherche des contributeurs prêts à tester le projet de référentiel de l'écoconception des services numériques. Si vous utilisez l'outil d'auto-évaluation (format Office Open XML ou OpenDocument) pour calculer votre score d'avancement et consentez à partager à l'Arcep vos résultats, vous pouvez transmettre le tableau rempli pour votre service à ecoconception@arcep.fr

RTE, au travers de ma fonction fait acte de candidature.

8 Institut Mines-Télécom – 23 octobre 2023

Fonction : Professeur

Bonjour

Il y a deux types de mesures, efficacité et sobriété. Les premières sont quasi-invariablement accompagnées d'un "effet rebond".

1/ EFFICACITE : ce sont des mesures qui ne remettent pas en cause le mode de vie et ne permettent pas aux acteurs d'avoir prise sur lui.

Ex : allonger la durée des terminaux, utiliser la visio "toutes choses égales par ailleurs" (la visio utilisée de manière systématique se traduit par un allongement des km parcourus parce que les gens vont habiter plus loin, ça revient en réalité à réduire le coût de transport), efficacité énergétique des transistors, batteries etc.

"L'effet rebond" se manifeste principalement parce que les mesures proposées ne sont pas ramenées à un objectif absolu. Il s'agit seulement d'un objectif relatif, de type "moins de GES par unité de xy"

2/ SOBRIETE : ce sont les mesures qui ramènent les modes de vie à leurs conséquences globales. Celles-ci sont forcément collectives : ce n'est pas un individu seul qui scrolle à l'infini qui fait augmenter la consommation d'énergie. La mesure "sobriété" rend visible les modes de vie, alors que les mesures "efficacité" continuent de les invisibiliser.

Ex : ne pas seulement montrer la consommation d'un gamer mais également la consommation du gaming en général, en tant que mode de vie. Une mesure possible en ce sens serait de demander aux "metteurs sur le marché" (équipementiers et services) de chiffrer la trajectoire qu'ils comptent produire, avant mise sur le marché. Une étude d'impact préalable à mise sur le marché, en quelque sorte. Ça se fait dans le domaine du médicament, par exemple. Il n'y a là rien de difficile sur le plan juridique.

Alors que l'efficacité débouche sur des "petits gestes" d'optimisation, la sobriété amène à discuter des modes de vie. C'est toute la différence.

Pour toute question, me contacter.

9 ecofinder – 27 octobre 2023

Fonction : Dirigeant

Le RGEN me semble bien construit et semble répondre aux besoins d'accompagnement lors de la conception de services numériques. C'est un outil important pour promouvoir l'éco-conception dans le domaine numérique, en alignant les bonnes pratiques sur les critères environnementaux. Cet outil est assez complet et prend en compte toutes les points importants remontés par GreenIT. Le fichier d'auto-évaluation permet d'obtenir une bonne vision du niveau de maturité du service conçu. A plus long terme, se diriger vers une obligation de déclaration d'éco-conception me paraît une bonne piste à suivre (exemple dans mon cas : <https://www.ecofinder.fr/eco-conception/> suivi des recommandations de GreenIT sur la déclaration de l'éco-conception basé sur le suivi du RGEN lors de la conception).

10 Aeonics – 28 octobre 2023

Fonction : CEO

Bonjour,

Voici une réponse aux 6 questions de la consultation publique, la réponse (ouverte) la plus étayée visant plus particulièrement la dernière question:

1. La cible est pertinente mais l'impact lié au cloud (centres de données) et particulièrement inter/intra-cloud mériterait une mention.
2. Le calcul du score est très délicat car de nombreux critères ne sont pas nécessairement d'application pour certains services ou composantes de service. La question des critères non-applicables sera primordiale dans la manière d'attribuer un score.
3. Pas de remarque particulière sinon la possibilité d'exclure des critères de la liste des critères applicables, bien que cela puisse être sujet à interprétation.
4. Le référentiel mentionne ces éléments, je n'ai pas de suggestions particulières.
5. Ces technologies sont peu matures et leur fonctionnement doit encore évoluer, il est très compliqué d'en tirer des conclusions.
6. Il y a trois remarques qui ont une importance, l'une concerne un critère qui porte atteinte à l'entièreté d'un secteur économique (PME/TPE et grand groupes), et une seconde concerne la sous-évaluation d'un critère d'importance, et la troisième est une considération générale sur le référentiel:
 - 6.a. Le critère de la fiche pratique 1.13 intitulé "Le service numérique publie-t-il son code source sous licence open source ?" est très pénalisant pour les sociétés éditrices de solutions logicielles et les fabricants de matériel innovant (drivers) pour lesquels l'avantage compétitif et concurrentiel repose sur l'innovation technologique au niveau logiciel. La fiche 1.14 offre des garanties d'interopérabilité sans forcer la divulgation de secrets liés à l'implémentation spécifique. La position portée par la fiche 1.13 pousse l'économie numérique à s'orienter vers une société de service dans laquelle aucun acteur n'aura un intérêt à innover au niveau logiciel sans devoir divulguer l'effort de R&D à ses concurrents. Néanmoins, dans la description de la fiche 1.13, le point relevant à préserver est "permettent de suppléer à la fin de vie de programmes propriétaires", et c'est bien ce point qui est primordial au sens de l'écoconception. La divulgation du code source en mode "opensource" est un moyen d'y parvenir, mais pas le seul. Il serait donc pertinent de renommer la fiche en ce sens, de mentionner la possibilité de l'ouverture en mode opensource comme piste, mais en laissant la porte ouverte à d'autres mécanismes (escrow, smart contract,...) qui permettent de concilier la garantie de continuité avec la confidentialité de l'innovation technologique nécessaire à la survie des entreprises qui la conçoit.
 - 6.b. Le critère de la fiche pratique 3.1 est le seul qui aborde le concept de "dépendance". Il s'agit pourtant d'un élément fondamental qui fragilise et complexifie grandement les services numériques et porte atteinte à leur maintenabilité sur le moyen et long terme. Le nombre de dépendances logicielles (frameworks, librairies,...) induit automatiquement un risque accru de failles de sécurité (surface d'attaque) que nous ne pouvons pas ignorer, même dans le cadre de l'écoconception, mais impose également des connaissances spécifiques pour d'autant plus de techniques ou composants, ce qui contribue à la pénurie de profils qualifiés sur le marché et la capacité de compréhension globale du fonctionnement du service numérique. La tendance de conception actuelle de services numériques est d'ignorer ce problème et résulte sur la création d'obésités incontrôlés, ce qui impacte directement les prérequis matériel au niveau des terminaux, mais aussi le besoin de ressources de calcul au niveau des serveurs informatiques. Il serait dès lors opportun d'ajouter un critère et une fiche dédiée à cette problématique.

6.c. Le référentiel dans son ensemble est assez qualitatif, mais peut constituer un obstacle majeur pour les PME/TPE au niveau de la charge administrative liée à l'évaluation et à la justification de tous les éléments. Il est important que le référentiel ne constitue pas une barrière à l'entrée qui ne pourrait être levée que par les grands groupes. L'ouverture des marchés publics (et privés) à des entités locales qui emploient du personnel local et contribuent à l'économie du pays est une considération importante par rapport à la souveraineté -sous tous ses aspects- liée aux services numériques. Le critère seul d'écoconception ne peut pas exclure les aspects sociaux, sociétaux, et économiques qui y sont intrinsèquement liés.

11 Marmelab – 2 novembre 2023

Fonction : Facilitatrice

Après avoir testé le RGEN sur un cas concret voici mes retours concernant les critères.

- D'une manière générale, il y a beaucoup de critères qui reposent sur la présence d'une déclaration d'éco-conception, alors que ce n'est pas parce qu'il y a une déclaration d'éco-conception qu'on fait l'effort de l'appliquer et que ce n'est pas parce qu'il y en a pas qu'on ne fait pas l'effort d'appliquer le critère.

2.5 "Le service numérique a-t-il pris en compte les impacts environnementaux des services tiers utilisés lors de leur sélection ?". S'il y a des contraintes techniques qui imposent les services tiers, on devrait pouvoir répondre Non applicable

4.1 "Le service numérique est-il utilisable via une connexion bas débit ?" Le moyen de test est trop flou, à partir de combien de temps considère t-on que le temps de réponse est trop élevé et que le service est donc "non utilisable" ?

5.7 "Le service numérique utilise-t-il un format de fichier adapté au contenu et au contexte d'utilisation pour chaque document ?", il faudrait définir ce qu'est un format de fichier adapté pour pouvoir le tester.

5.9 "Le service numérique a-t-il une stratégie d'archivage et de suppression, automatiques ou manuelles, des contenus obsolètes ou périmés ?". Le test repose sur la présence d'une stratégie d'archivage et de mécanisme automatique de suppression ce qui correspond aux critères 7.3 sur la définition d'une date d'expiration et 7.4 sur la suppression de données. Le critères 5.9 n'a donc pas lieu d'être.

7.3 Le service numérique définit-il des durées de conservation sur les données et documents qui le nécessitent ?

7.4 Le service numérique archive-t-il ou supprime-t-il les données et documents après expiration de leur durée de conservation ?

6.6 "Le service numérique affiche-t-il majoritairement des éléments graphiques et des médias dont les dimensions d'origine correspondent aux dimensions du contexte d'affichage ?" S'il y a une nécessité fonctionnelle de zoomer sur les images, pouvoir mettre Non applicable

7.4 "Le service numérique archive-t-il ou supprime-t-il les données et documents après expiration de leur durée de conservation ?" S'il n'y a pas de données obsolètes (ex : données historiques), pouvoir mettre Non applicable

12 Oresys – 8 novembre 2023

Fonction : Manager - Transition environnementale, Sobriété Numérique et reporting RSE

1. Le référentiel général de l'écoconception des services numériques poursuit plusieurs objectifs (en particulier : l'allongement de la durée de vie des terminaux, la limitation des stratégies de captation de l'attention, la minimisation de l'utilisation des ressources et la transparence environnementale des services numériques).

Que pensez-vous de ces différentes cibles ?

Il est très intéressant d'intégrer dans les cibles les stratégies de captation de l'attention de l'utilisateur.

Avec ce référentiel il pourrait être intéressant d'intégrer dans les objectifs une réflexion sur l'utilité des services dans les organisations (bien qu'inclus comme premier critère de la thématique stratégie il pourrait être intéressant de l'afficher dès les objectifs). Il serait également utile que le référentiel permette aux organisations de se questionner sur l'existence ou non d'un service low tech rendant le même service.

2. Le référentiel vise à accompagner les démarches volontaires d'écoconception en référençant un ensemble de critères et en prévoyant des outils de transparence et de suivi des efforts accomplis, c'est-à-dire la publication d'une déclaration d'écoconception et le calcul d'un score d'avancement. A cet égard, quels retours souhaiteriez-vous formuler concernant la rédaction d'une déclaration d'écoconception et le calcul du score d'avancement ? Que pensez-vous du tableur d'auto-évaluation optionnel proposé (disponible au format Office Open XML ou OpenDocument) ? *

Une mise en forme conditionnelle avec un code couleur dans la colonne évaluation par exemple pourrait permettre d'identifier plus rapidement les critères non validés par une organisation. Une synthèse graphique et un suivi pluriannuel des résultats pourrait aussi permettre plus facilement d'identifier les progrès et axes d'amélioration d'une entreprise

3. Pour chacun de ses critères, le référentiel inclut un niveau de priorisation et une estimation du niveau de difficulté de la mise en œuvre. Avez-vous des remarques concernant le niveau de priorisation et/ou de difficulté des différentes pratiques ? Que proposeriez-vous et pourquoi ?

Il serait intéressant que le niveau de priorisation d'une action se base sur une mesure indicative de l'impact environnementale de l'action.

Aussi il pourrait être utile de faire apparaître plus de justifications sur le niveau de difficulté de mise en œuvre (ex : moyens humains/financiers à mobiliser)

6. Avez-vous d'autres remarques sur le contenu du référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

Nous proposons deux remarques

Notion de trajectoire :

Nous constatons, pour assurer la mise en œuvre d'une véritable écoconception des services numériques, la nécessité de s'appuyer sur une gouvernance et une trajectoire d'ensemble.

Les principales étapes en seraient les suivantes :

1. Faire un état des lieux : mesurer l'impact actuel

En effet s'il est relativement facile de savoir les pistes d'action à mettre en œuvre (cf. objectif du référentiel de l'écoconception), pour être efficace, il faut savoir l'impact qu'aurait ces objectifs : avoir deux pistes d'action est une chose, savoir que l'une est 100 fois plus efficace qu'une autre est une autre chose.

2. Définir une trajectoire de réduction, compatible avec les limites planétaires (par exemple, -50 % à horizon 2030) et acceptable par l'écosystème.

S'il est indispensable d'être ambitieux, l'objectif doit être atteignable.

3. Nommer un responsable et une équipe en charge de construire un plan d'action pour atteindre l'objectif dans la durée

4. Identifier un sponsor de haut niveau (top management) pour appuyer la démarche et permettre de mener à bien les actions : DSI voire COMEX pour les grandes entreprises, DG pour les autres

Il nous semble que le RGENS pourrait intégrer ces éléments pour s'assurer qu'ils sont mis en œuvre dans l'organisation concernée.

Notion de mesure absolue et non relative :

Tel qu'il est conçu actuellement, il semble, par exemple, qu'un service utilisant une cinquantaine de vidéos vus par des millions de personnes mais optimisées obtiendrait une meilleure note qu'un service qui n'utiliserait qu'une vidéo mais non optimisée, même si le poids des vues de cette vidéo unique est largement inférieur au poids cumulé des 50 vidéos.

Afin d'atteindre l'objectif de réduction des impacts grâce à l'écoconception des services numériques, il nous semble nécessaire de mettre en place une mesure en valeur absolue des impacts (BEGES, ACV, ...) plutôt qu'un indicateur relatif à la méthode de mise en œuvre.

13 B.K. – 9 novembre 2023

Fonction : Référent

Je suis auditeur plutôt dans la partie accessibilité/RGAA.

Pour ce référentiel, nous disposons d'un fichier methodologies.json

<https://github.com/DISIC/accessibilite.numerique.gouv.fr/blob/main/RGAA/methodologies.json>

Il ne me semble pas qu'il existe un fichier de ce type pour le RGENS.

Est-il prévu d'en faire un ? Il ne serait probablement pas sous la même forme. Il me semble que l'audit RGENS est constitué d'un arbre de décision dépendant du type de service ou d'interface à déployer.

Son existence en JSON permettrait de le requêter sur des outils de synthèse. Indiquer ce qu'il faut faire sous chaque critère non conforme.

La DINUM ne propose pas de dépôt centralisé pour les référentiels.

Elle propose des services numériques sur lesquels, elle affiche les référentiels à partir de données structurées.

Cependant, il n'existe aucun moyen de requêter depuis un outil externe ces référentiels, sur un dépôt unique avec des numéros de versions cohérent (on passe de la 4.1 à la 4.1.1 sans passer par la 4.1.0)

Il est rendu obligatoire de reporter les corrections à la main.

Pour des raisons de mise en forme sur son site, la DINUM a aussi modifié les formats de ses fichiers. Il est nécessaire de faire des exceptions en fonction de la version du référentiel.

Chaque entité va créer son propre dépôt en fonction de ses usages.

Est-ce qu'il est prévu de fournir un dépôt unique de ressources structurées ? Et de définir une politique de structuration de celles-ci afin d'avoir une méthodologie unifiée pour le RGEN et le RGAA ?

Le RGEN mélange des critères très généraux et d'autres critères très techniques.

Le RGEN demande une publication de la méthodologie sur l'évaluation de chaque critère. Il s'agit d'un aspect très lourd du processus.

Il n'est pas clair dans le document, s'il est possible de déclarer la méthode dans la déclaration (c'est plutôt le cas dans le RGAA, on déclare les contenus non accessibles), ou s'il faut impérativement fournir un document différent.

Cette phase demande un accompagnement. Imaginons qu'on doive, pour 150 services, publier une déclaration à jour et une méthodologie d'évaluation (à chaque fois différente pour sur 2 ou 3 critères) ; On va arriver dans un enfer déclaratif. Surtout si on veut améliorer les scores à chaque itération.

Est-ce que cette phase a été anticipée ? Ou va-t-elle être l'objet de préconisations ?

Je me pose des questions sur ce paragraphe.

"...Cette déclaration d'écoconception peut être circonscrite au service numérique évalué ou s'inscrire dans une publication plus générale par exemple à l'échelle de l'organisation ou dans une démarche plus globale d'écoconception ou de numérique soutenable.

Selon sa forme, cette publication pourrait être affichée par exemple dans les mentions légales, aux côtés de la déclaration d'accessibilité ou sur une page dédiée."

La déclaration d'accessibilité est propre à un service numérique. Le schéma pluriannuel à l'organisation.

Il ne me semble pas pas qu'on puisse mettre quoique ce soit "aux côtés de la déclaration d'accessibilité" (ce n'est pas clair). Si on met la déclaration dans les mentions légales, ce n'est plus une déclaration, mais un texte indicatif. Et si on l'affiche de manière globale à l'organisme, on peut afficher une méthode, mais pas vraiment les scores d'un service numérique en particulier.

Pour aller plus loin, pour l'accessibilité, on se rend compte qu'il serait pertinent d'avoir, au niveau européen, un format "unique" de déclaration (par service). Suffisamment unique pour automatiser les contrôles.

En d'autres termes avoir un principe déclaratif respectant des principes de publication Open Data.

Les organismes de contrôles iraient chercher directement la données sur les services numériques (déclarés pour des raisons de services derrière des authentifications, il faut déclarer une URL ouverte).

On pourrait agréger de la donnée à des niveaux plus macro pour imaginer des exploitations possibles.

Actuellement, l'Union Européenne demande des rapports annuels à la France sur les scores de ses administrations. Tout cela est fait à la main sans certitudes de fournir les derniers chiffres.

De plus la France utilise le RGAA, alors que les autres pays rédigent leurs statistiques à partir des WCAG. Une automatisation de la collecte des scores permettrait une conversion automatique (RGAA => WCAG).

Imaginons un cas similaire pour le RGEN dans les années à venir. Normaliser la déclaration permettrait de mettre en place des politiques globales en rapport avec la mesure permise par les déclarations.

14 Association Cocktail & AMUE (Projet PC-SCOL/Pegase) – 10 novembre 2023

Fonction : Responsable architecture technique

Bonjour,

Félicitations pour le travail réalisé, il me semble complet tant sur le tableau d'auto-évaluation, que sur le référentiel.

Il aurait été intéressant d'ajouter un autre prisme autre que l'environnement, mais prendre toute la dimension numérique responsable (dépasser le cadre éco-conception) :

- réduire l'impact environnement (couvert par le référentiel)
- numérique au service de l'humain : est-ce que le service renforce la fracture et les inégalités ou participe-t-il à les réduire. Est-ce que le service intègre la dimension handicap (accessibilité RGAAA, ...). La dimension habitant en zone blanche avec une faible connexion est-elle prise en compte dans le référentiel ? Est-ce que le numérique entraîne une exclusion de certaines populations, si oui existe-t-il une alternative (demande de rdv en ligne, rdv via appel téléphonique) ?
- numérique économiquement viable : achats responsables (coût/compétitivité), faire plus avec moins de ressource (par exemple rendre les services d'urgence plus rapide et plus efficace à l'accueil des patients : enregistrement, impression de fiche, orientation vers la salle d'attente : cas CHU Grenoble).
- Engagement : existe-t-il une démarche RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) dans la structure porteuse de la solution numérique, les collaborateurs sont-ils formés au "numérique responsable" ? Quelle politique d'adhésion des équipes ?

Bravo pour le travail réalisé.

Bien cordialement.

15 Onepoint – 14 novembre 2023

Fonction : Consultant

Mise en place d'une norme de fabrication type ISO des terminaux notamment des smartphones. Obliger les constructeurs à mettre en place une structure interne de leurs produits pour faire en sorte un meilleur recyclage, une durée de vie prolongée et un plus grand contrôle sur le cycle de vie.

Prenons par exemple les chargeurs type USB-C, on observe qu'il est possible d'obliger les industriels à se plier aux réglementations sur les chargeurs associés à leurs téléphones afin d'utiliser un chargeur universel.

Il serait judicieux, à mon avis, de mettre en place une norme d'éco-conception pour tous les smartphones produits en vente. De la même manière que nous avons établis des normes pour la fabrication des boulons, établissons des normes d'écoconception : la batterie ne doit pas être soudée à l'appareil afin de permettre d'être changée, le processeur doit pouvoir être changé dans un magasin réparateur si il venait à être défectueux, l'écran doit facilement être démontable et une notice de changement d'écran doit être disponible dans le manuel afin que chaque personne souhaitant changer son écran soit en capacité de le faire en quelques heures ...

16 Les Toits Partagés – 16 novembre 2023

Fonction : Président

Bonjour,

Je propose la création d'une prime (comme celle pour le vélo électrique) pour inciter les groupes d'habitants, habitats participatifs, coopérative d'habitant, maison de quartier voir même les familles à s'équiper (ou se faire équiper) pour autohéberger leurs propres services à l'aide de matériel sobre et de logiciel libre : Raspberry pi ou vieux laptop reconditionné avec Yunohost + Nextcloud + Matrix par exemple.

En incitant à s'équiper, ça va rentrer dans les habitudes et un jour, les français ne trouverons plus forcément si évident d'utiliser Whatsapp et google drive.

Les CHATONS sont les bons interlocuteurs pour ce sujet.

Cordialement,

NL

17 acti – 17 novembre 2023

Fonction : UI designer / Directrice artistique

Bonjour,

Ci-dessous une contribution aux questions posées.

Bonne réception et merci de vos actions en faveur d'un numérique responsable.

XXXXXXXXXX XXXX XXXXXXXX

acti

Q1. Le référentiel général de l'écoconception des services numériques poursuit plusieurs objectifs (en particulier : l'allongement de la durée de vie des terminaux, la limitation des stratégies de captation de l'attention, la minimisation de l'utilisation des ressources et la transparence environnementale des services numériques).

Que pensez-vous de ces différentes cibles ?

R1. Puisque le "coût" écologique du numérique se situe, à la fois dans la consommation "hardware" et dans les usages qui en sont faits, avancer en parallèle sur les 2 problématiques apparaît crucial.

Poser une cible sur la problématique des stratégies de captation de l'attention, même si cela paraît en première lecture plus éloigné de la question de l'empreinte environnementale, permet de créer un pont entre les sujets de santé liée à la qualité de l'environnement et la santé mentale.

Q2. Le référentiel vise à accompagner les démarches volontaires d'écoconception en référençant un ensemble de critères et en prévoyant des outils de transparence et de suivi des efforts accomplis, c'est-à-dire la publication d'une déclaration d'écoconception et le calcul d'un score d'avancement. A cet égard, quels retours souhaiteriez-vous formuler concernant la rédaction d'une déclaration d'écoconception et le calcul du score d'avancement ? Que pensez-vous du tableur d'auto-évaluation optionnel proposé (disponible au format Office Open XML ou OpenDocument) ? *

R2. L'expérience de calcul de score proposé par le RGEN via NumEcoDiag est perçue comme "littéraire", exigeant en rédaction et finalement peu basé sur des métriques.

C'est peut être en partie, ce qui en tant qu'agence de communication digital, nous encourage à concentrer encore notre démarche sur les outils GreenIT / EcoIndex.

Le diagnostic NumEcoDiag semble s'indexer sur le "temps long" et par là plus difficile à inscrire dans une dynamique d'amélioration continue que l'on aimerait soutenue, pour nos clients et évidemment, pour l'ambition écologique.

Sur le modèle de déclaration d'écoconception, comme il propose de lister les pistes d'amélioration, il est engageant et stimule bien, pour le coup, la dynamique : indiquer une date de mise à jour est une piquette de rappel nécessaire aux parties prenantes, annonceurs et agences. Un acteur complètement oublié dans cette page pourtant : l'internaute qui pourrait lui aussi prendre "sa part" en adoptant quelques bonnes pratiques minimum. Qui a conscience aujourd'hui de l'impact de la consommation de vidéo sur le web en dehors des bonnes volontés qui se posent la question ?

Nous ajouterions volontiers un chapitre très court sur "l'internaute responsable", qui pourrait faire son effet dans l'esprit du grand public. Sans aller jusqu'au "fumer tue" en son temps sur les paquets de cigarettes, quelques chiffres honnêtes et à jour pour mettre le doigt sur une problématique grandissante. Le grand public cherche aussi son chemin sur les bons gestes à adopter : cette page peut être une opportunité de relayer vers un site d'état dédié, qui existe peut-être d'ailleurs déjà.

Q3. Pour chacun de ses critères, le référentiel inclut un niveau de priorisation et une estimation du niveau de difficulté de la mise en œuvre. Avez-vous des remarques concernant le niveau de priorisation et/ou de difficulté des différentes pratiques ? Que proposeriez-vous et pourquoi ?

R3. /!\ Pour répondre au point "tableau d'auto-évaluation" de la question 2, sauf erreur, les niveaux de priorisation et d'indice de difficulté n'apparaissent pas dans le fichier téléchargé depuis cette page <https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/publications/referentiel-general-ecoconception/>

La notion de priorisation est essentielle car elle pose une trame à la feuille de route et par quel bout choisir de la prendre en fonction du contexte du projet.

Cela croisé à un indice de difficulté offrirait un argument de valeur pour expliquer le coût de la démarche reportée sur nos clients.

Q4. Les critères visant à minimiser l'impact environnemental des contenus multimédias et à limiter les stratégies de captation de l'attention font partie des éléments mis en avant. Quelle est votre analyse du traitement des enjeux relatifs à l'économie de l'attention par le référentiel ? Quelles seraient vos suggestions ou compléments à proposer pour réduire l'empreinte environnementale des contenus multimédias ?

R4. Si la vidéo rencontre un tel succès c'est parce qu'elle répond à une attente et satisfait quelque chose chez l'utilisateur.

Une mise en perspective avec des enjeux "type" pourrait offrir des parcours d'options dans des cadres acceptables. On peut comprendre qu'un acteur économique dans le tourisme par exemple, donne à voir ses services en images. C'est moins nécessaire pour un autre acteur économique qui aura pourtant la même tentation.

La notion d'échelle de l'impact environnemental d'un choix ou d'un autre reste un curseur encore difficile à placer et qui se heurte encore beaucoup à un manque de volonté ou de connaissance du sujet chez les annonceurs.

Q5. Le référentiel met aussi l'accent sur la maîtrise de l'empreinte environnementale des services numériques émergents dès leur conception, en particulier par des pratiques visant le minage ou la phase d'apprentissage des algorithmes requise pour les services utilisant des systèmes d'intelligence

artificielle. Avez-vous des commentaires sur le sujet de l'écoconception des services numériques émergents à considérer pour le référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

R5. Pas de commentaires sur ce sujet si ce n'est qu'il donne le sentiment vertigineux d'une bascule imminente dans une consommation digitale démultipliée et exponentielle, à l'heure où devrait se poser la question de la réduire ou en tout cas de réduire son impact.

Q6. Avez-vous d'autres remarques sur le contenu du référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

R6. Pour avoir testé plusieurs solutions d'évaluation, les outils "du marché" sont perçus peu fiables, instables et imprécis sur les métriques, notamment par les développeurs mais plus largement sur les équipes, ce qui n'encourage pas pour le moment une très forte adhésion et des usages systématisés, nous sommes donc impatients de voir arriver de nouvelles solutions ou versions de solutions pour relever ce grand défi collectif.

En parallèle, nous espérons que nous entendrons beaucoup plus parler du RGEN de la bouche des annonceurs prochainement. Idem dans les écoles qui forment les acteurs du digital de demain.

Au plaisir de vous suivre de près dans les prochaines étapes.